De la station thermale au territoire de « santé » Gouvernement municipal et action publique partenariale à Dax

Adrien SONNET, doctorant, Université de Bordeaux, LACES EA 7437.

Marina HONTA, Professeure des Universités, Université de Bordeaux, Centre Emile Durkheim UMR CNRS 5116.

Ludovic LESTRELIN, Maître de Conférences, Université de Caen Normandie, CesamS EA 4260.

Axe retenu : n° 3.

Le thermalisme moderne s'est construit autour d'une double vocation, touristique et médicale. À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles, les loisirs participaient de la réputation des stations au même titre que la qualité de leurs eaux. La situation évolue suite à la Seconde Guerre mondiale car l'État consacre ces établissements comme territoires de prise en charge des maladies chroniques. Si en découle l'arrivée d'une nouvelle clientèle, socialement et économiquement moins favorisée, cette décision place également les professionnels du thermalisme dans une relation de dépendance vis-à-vis de la puissance publique. Ainsi, quand l'État envisage le déremboursement des soins thermaux au milieu des années 1990, la filière est précipitée dans une importante et durable « crise » de fréquentation et de légitimité.

Nous analysons ici les effets concrets de cette crise pour les établissements thermaux en étudiant l'évolution des formes de « gouvernement municipal » (Borraz, 1998, 2000) adoptées sur le territoire dacquois¹ pour y répondre. Nous montrerons ainsi comment les élus locaux ont « profité » de ce contexte pour se replacer dans le jeu local et augmenter leur capacité politique (Pasquier, 2017). Alors même que les relations entre municipalité et intercommunalité étaient historiquement caractérisées par l'évitement et que les rapports entre acteurs politiques et thermaux étaient emprunts de défiance, l'institution municipale a œuvré au développement d'une dynamique partenariale à l'échelle intercommunale en mobilisant, notamment, les groupes sociaux localement impliqués dans le thermalisme.

Ce processus s'est concrétisé par la création d'un cluster afin d'endiguer le « problème du thermalisme » tel qu'il a été cadré localement tout au long des années 2000 (Neveu, 2015). Si pour l'institution municipale, cette arène constitue un levier destiné à « produire une vision partagée du territoire » (Pasquier, 2017) - celle d'un territoire « d'excellence thermale » et de « santé globale » - une telle entreprise ne va toutefois pas sans tensions et compromis.

Références bibliographiques

AVANZA Martina, LAFERTE Gilles, « Dépasser la « construction des identités ? » Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, n°61, 2005, p. 134-152.

¹ Issus d'une enquête de terrain de plusieurs mois menée dans le cadre d'une thèse en cours, vingt-cinq entretiens semi-directifs réalisés avec les différentes catégories d'acteurs en charge du thermalisme dacquois (acteurs politiques, sphère administrative, société locale et cadre institutionnel et financier) permettront une démonstration par la preuve. L'analyse de rapports institutionnels et/ou promotionnels produits par ou sur la filière, à l'échelle locale et/ou nationale viendront compléter le corpus empirique.

- BORRAZ Olivier, *Gouverner une ville, Besançon 1959-1989*, Rennes, PUR, coll. « Res Publica », 1998.
- BORRAZ Olivier, « Le gouvernement municipal en France. Un modèle d'intégration en recomposition », *Pôle Sud*, n°13, 2000, p. 11-26
- DE MAILLARD Jacques, « Les nouvelles politiques socio-urbaines contractuelles entre conflits et apprentissages », *Politix*, vol. 15, n° 60, 2002, p. 169-191.
- NEVEU Éric, Sociologie politique des problèmes publics, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2015.
- PASQUIER Romain, « Une révolution territoriale silencieuse ? Les communes nouvelles entre européanisation et gouvernance territoriale », *Revue française d'administration publique*, 2017/2, n° 162, p. 239-252.